

ASSOCIATION MONDIALE POUR
L'ECOLE INSTRUMENT DE PAIX
EIP-CAMEROUN



equitas

2eme JOURNÉE DE DIALOGUE SUR L'EXAMEN PÉRIODIQUE UNIVERSEL

SUIVI DES RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX DROITS
DES FEMMES

RAPPORT GÉNÉRAL

ORGANISÉE PAR
EIP-CAMEROUN et EQUITAS

20 Décembre 2012

L'an 2012, le 20 Décembre s'est tenue à la maison DON BOSCO à Yaoundé, une 2eme journée de dialogue sur L'Examen Périodique Universel et le suivi des recommandations relatives aux droits des femmes. Ont participé à cette journée plus d'une vingtaine de personnes (hommes et femmes) issues des différentes ONG, Associations de la société civile, des institutions gouvernementales et de la Commission Nationale des Droits de l'Homme et des Libertés. L'objectif principal de cet atelier de réflexion portait sur la mise en œuvre des recommandations de l'Examen Périodique Universel du Cameroun relatif aux droits des femmes. La méthode participative est celle qui a été utilisée lors de cette journée. Le programme des travaux prévoyait :

- le mot de bienvenue de Madame la Secrétaire Générale de l'EIP, point focal d'Equitas au Cameroun,
- des communications en plénière portant sur l'état des lieux du processus de l'EPU au niveau national et les leçons apprises lors du 1^{er} dialogue tenue en avril 2012.
- des travaux en ateliers qui ont porté sur les stratégies d'action pour une coordination et un partage d'informations plus efficace relatives à ce mécanisme du Conseil des Droits de l'Homme
- Les perspectives d'actions communes. (voir agenda en annexe).

I - MOT DE BIENVENUE ET PRÉSENTATION DES PARTICIPANTS.

L'ouverture de la journée de dialogue a commencé à 9 heures par le mot de bienvenue de Mme MOTO ZEH Catherine, Secrétaire Générale de l'EIP, aux participants, la présentation du contexte de ce 2eme dialogue et les objectifs poursuivis a savoir :

- Rappeler l'importance de l'Examen Périodique Universel ;
- Dresser un état des lieux afin d'identifier des stratégies d'action pour une coordination et un partage d'informations plus efficace entre les différentes parties prenantes au processus de l'EPU pour la mise en œuvre des recommandations relatives aux droits des femmes au Cameroun.

Ce mot de bienvenue a été suivi par la présentation des participants, qui se mettaient en duo pour faire connaissance en suivant un canevas établi par les animateurs. Pour un travail harmonieux un code de conduite a été élaboré par tous les participants de commun accord. Le second point de la journée a porté sur les communications en plénière.

II - COMMUNICATIONS EN PLÉNIÈRE.

Pendant cette journée de réflexion, les participants ont assisté à trois communications. La première présentée par Madame MOTO ZEH a porté sur l'EPU, ses objectifs, son fonctionnement, ses échéances et le rôle que peut jouer les organisations de la société civile et les autres parties prenantes dans le suivi des recommandations.

L'atelier s'est poursuivi par la communication de Madame NDI ZAMBO Marguerite. Elle a présenté le rapport de la première journée de dialogue tenue en Avril 2012. Elle a fait un état des lieux de la mise en œuvre des recommandations de l'EPU au Cameroun. La deuxième articulation de son intervention s'est focalisée sur le cadrage des priorités d'interventions futures. Trois recommandations ont été examinées :

- La promotion de l'égalité homme-femme.
- La lutte contre les violences faites aux femmes.

- L'amélioration des politiques et programmes relatifs à la promotion des femmes, des filles, des enfants en situation de handicap.

Elle a ensuite donné l'opportunité à une participante de la SRFDH2012 (session de formation sous régionale aux droits humains) de parler de l'activité collective du groupe du Cameroun portant sur une campagne de mobilisation sociale contre les violences domestiques qui a eu lieu à Yaoundé en novembre 2012.

Une troisième communication, de Mme MOTO ZEH a porté sur le processus de l'EPU au niveau national avec des informations et une analyse du draft de rapport du gouvernement du Cameroun à l'EPU, document qui avait été publiquement présenté à la société civile quelques jours auparavant par le Ministère de la Justice et auquel la société civile apporter des contributions.

III - ATELIERS et DISCUSSIONS

Les travaux en ateliers qui étaient essentiellement participatifs, ont porté, pour le premier exercice, sur trois thèmes d'intérêts majeurs liés aux recommandations de l'EPU et communes aux quatre pays participants à la session sous régionale d'éducation aux droits humains mise en œuvre par Equitas(Cameroun, Burkina, Cote d'Ivoire et Sénégal) et les réseaux des anciens participants à ses programmes de formation(PIFDH). Il s'agit de :

- Promouvoir l'égalité homme-femme
- Enrayer les violences faites aux femmes
- Promouvoir la scolarité et le maintien des filles à l'école.

Il était question pour les structures présentes de compléter une fiche d'évaluation des activités menées en rapport avec un ou plusieurs ces thèmes et d'en partager les résultats avec les autres participants. Les membres de chaque groupe en fonction du thème choisi, ont parlé de leurs expériences (projet déroulé, ou en cours de déroulement, difficultés rencontrées, facteurs de succès et recommandations pour des initiatives futures).

Les recommandations suivantes ont été formulées.

Au niveau de la promotion de l'égalité homme/ femme :

- Formation au leadership et autonomisation des femmes
- Signature d'un texte d'application rendant effectif la prise en compte du genre (quota proposé)
- Renforcer l'appui financier et la mobilisation des hommes ;
- A compétence égale, recruter, proposer des femmes ;
- Sensibiliser les femmes
- Avoir des moyens de vie suffisants
- Validation, adoption et publication du code de la famille et des personnes
- Education de la jeune fille au leadership
- Implication de la jeune fille dans les mécanismes de crédibilisation du processus électoral.

-

Au niveau de l'élimination des violences faites aux femmes :

- Que l'état soutienne les activités des OSC
- Mener des activités de recherches
- Impliquer les hommes dans la sensibilisation

- Rechercher davantage de financements pour soutenir les activités en faveur des femmes ;
- Que les acteurs soient plus impliqués et formés ;
- Que la société civile soit plus franche, plus professionnelle et représentative ;
- Organiser des campagnes nationales de sensibilisation
- Mobiliser plus de fonds pour soutenir les activités
- Sensibiliser les hommes sur les violences faites aux femmes.

Au niveau de la Promotion de la scolarité et le maintien des filles à l'école :

- Sensibiliser davantage les parents, les filles et les garçons ;
- Congédier les garçons auteurs des grossesses autant que les élèves filles enceintes (mis en congé de maternité lorsqu'elles sont découvertes à l'école)
- Faire participer au maximum tous les acteurs qui militent en faveur de l'éducation des filles ;
- Construire des infrastructures accessibles pour la scolarité des filles et garçons handicapés
- Continuer la sensibilisation de proximité

L'atelier suivant a porté sur les actions concrètes à mener en vue d'une coordination et une meilleure information des parties prenantes au processus de l'EPU. Du retour de la pause, des papillons jaunes et verts ont été distribués aux participants qui devaient se prononcer individuellement sur l'action concrète à mener pour une coordination efficace des activités des OSC ainsi que celle visant la soumission des informations relatives aux droits des femmes. Les propositions suivantes ont été faites :

Coordination	Soumission des informations
Mise en place d'une plate forme de dialogue +++	Création d'un réseau cybernétique avec un noyau central
Création de la plateforme de concertation des acteurs de promotion des droits de la femme	Mise en place d'un comité de pilotage CSDR (charge du suivi des recommandations)
Mise en place d'une faïtière des OSC	Publier et mettre à disposition du public les recherches menées par les OSC qui pourraient contribuer à l'élaboration du document de base commun
Créer une coordination nationale de répartition des responsabilités et de monitoring mutuel	Information du public de l'existence de l'organisation et compte rendus des actions menées
Mettre en place une plateforme des OSC et une organisation qui fonctionne	Créer un organe chargé de rassembler et disséminer les infos auprès des parties prenantes
Multiplication des rencontres avec les OSC	Mise sur pied d'un comité de suivi des recommandations des OSC
Banque de données des activités de toutes les OSC	Créer un centre de documentation où les OSC déposent leurs rapports d'activités et plan d'action
Rencontres régulières et permanentes	Réseau des OSC pour faciliter l'accès

des acteurs	aux informations gouvernementales
Synergie pour certaines activités (mise en œuvre)	Mise sur pied d'un comité de suivi des recommandations des actions en faveur des femmes
Elaboration d'une cartographie des OSC par domaines de compétence	Le réseau des OSC désignera un représentant qui doit relayer les informations du gouvernement auprès des OSC
Faire une programmation pendant une période pour une action plus efficace (eg : rentrée scolaire/scolarisation des filles)	Organiser un cadre de suivi tant sur le plan gouvernemental et la société civile
Créer une banque de données des actions EPU	Faire un diagnostic sur les difficultés des OSC par secteur
Les OSC travaillent en synergie et partagent toutes les expériences	Diffusion des informations à travers les medias
Mise en place d'une plateforme de travail de toutes les parties prenantes	Sensibilisation des populations cible
Mettre sur pied une plate forme a partir de laquelle on peut établir un chronogramme des activités à mener en synergie	Création d'une plateforme commune (si possible WEB pour dépôt des rapports d'activités)
Créer un cadre de concertation entre les OSC et les autorités pour la production de rapports pertinents	Créer une plateforme virtuelle(WEB) de publication des informations
Utiliser les autoroutes de la communication rapide: téléphone, email, correspondances et les experts du bouche à oreille	Vulgariser une banque de données des travaux et actions relatives à l'EPU
Les OSC doivent se mettre en réseau et formuler un chronogramme unique annuel avec des activités bien réparties	

Au terme des contributions individuelles, les participants ont été scindés en deux groupes en fonction de la couleur des papillons. L'objectif était ici de sortir deux matrices opérationnelles relatives aux actions concrètes définies plus haut. La restitution de ce second travail en groupe a été faite par les représentants des différents groupes. Voir document annexe.

Perspectives

Les participants à ce 2eme dialogue ont proposé que l'EIP-Cameroun puisse continuer à coordonner les activités qui doivent aboutir à la mise en place d'une structure de coordination et à réfléchir sur la mise en œuvre des plans d'action proposés. Il ya un réel besoin de fédérer les activités, de créer une synergie d'action et avoir une lisibilité qui implique tous les programmes. Ceci suppose donc ce qui suit :

- Mise en place d'une coordination pour la mise en œuvre des recommandations de l'EPU

- Désignation d'un groupe restreint de membres des OSC pour la formalisation de la coordination ;
- Identification des besoins de formation (documentation des actions menées ; rédaction des rapports ; soumission des informations aux parties prenantes ; lobbying des pays pour l'appui des recommandations ; suivi des recommandations ;
- Actions de mise en œuvre :
 - A court terme
 - mobilisation des OSC œuvrant sur les questions de femmes ;
 - préparation au lobbying de la société civile lors du passage du Cameroun à l'EPU ;
 - rédaction d'un rapport des parties prenantes ;
 - A moyen terme :
 - répertoire des associations et réseaux œuvrant sur les questions de femmes
 - Vulgarisation des recommandations issues du 2^e passage du Cameroun à l'EPU
 - Suivi des recommandations du 2^e passage du Cameroun à l'EPU
 - Rédaction d'un rapport des parties prenantes relatives aux droits des femmes

IV- EVALUATION ET CLÔTURE DE LA JOURNÉE.

La journée de dialogue sur l'EPU, s'est achevée à 18 heures avec un dynamique exercice relaxant et une évaluation de l'atelier par des participants qui ont tous émis leur satisfaction pour la qualité des débats et des échanges qu'ils ont trouvés très enrichissants. Quelques avis recueillis :

- L'idée est louable; participation active de tous ; recommandations assez fortes et pertinentes ; cependant non respect du temps imparti pour l'atelier pour cause de l'arrivée tardive des participants ; ce qui a perturbé le chronogramme ; que ce ne soit pas un atelier de plus mais un atelier dont les recommandations seront transformées en actions concrètes.
- Une bonne journée de travail; le dernier exercice était bien fait et a permis de comprendre beaucoup de choses. Bonne initiative.
- Respecter le temps ; mettre le comité sur pied au plus tôt ; bonne pause déjeuner ;
- Nous avons été beaucoup édifiés sur des points des travaux en ateliers; il faudrait multiplier des rencontres de ce genre pour former les participants; inviter l'état à chaque fois qu'il ya rencontre ;
- Tenir des recommandations de l'atelier et au besoin nous consulter également en zone rurale ; rechercher les financements pour tenir compte de l'appui institutionnel de la plateforme; tenir compte du renforcement des capacités des membres ;
 - Les échanges ont été très très instructifs ; non seulement l'ambiance était cordiale, elle a permis l'amélioration des connaissances dans le domaine

des droits de l'homme, en particulier et une attention particulière à la femme. félicitations, continuez dans le même sens.

- Pour un programme aussi important, il faut 2 ou 3 jours pour une bonne atteinte des objectifs (efficacité et efficience) ;
- Le dialogue a été une bonne initiative; bonne méthode participative ; bonne contribution des participants; respect du timing à améliorer ;
- L'atelier était en général bien; que les exposés soient accompagnés de supports ; prévenir les OSC à temps ; pour plus d'efficacité revenir à la même place pour la rencontre suivante ;
- Très bonne initiative à répliquer dans toutes les régions et mêmes dans les zones rurales ;
- Atelier enrichissant ; la suite est impatiemment attendue ; vive la convivialité de la journée ;
- Point fort : stratégie pour une coordination et partage d'information plus efficace ; activité très très bien menée et présentée ; point faible : démarrage tardif de l'atelier ;
- Le travail en atelier a été productif et très instructif ; j'ai appris beaucoup de choses ; il ya vraiment eu un travail de partage. La ponctualité n'a pas été de rigueur, l'ambiance a été bonne enfant ; nous aimerions avoir les noms collés au visage de chaque participant. Thank you.
- L'atelier a été instructif ; bonne ambiance fraternelle; retard des participants ; recommandation : arriver à l'heure ;
- Bonne impression au sortir de cet atelier de concertation en vue de la mise en œuvre des recommandations de l'EPU, notamment en matière de lutte contre les violences faites aux femmes ;
- Ce qui a été chaud :
 - les capacités renforcées en matière de la revue périodique ;
 - la participation massive sur les échanges et la connaissance du sujet ;
 - l'ambiance du travail, la convivialité ;
- ce qui a été froid : l'animation pas trop forte; la pause café froide

Recommandations :

- multiplier les échanges entre les organisations de la société civile.
- Mettre à la disposition des OSC la documentation nécessaire sur l'EPU pour une bonne appropriation ;
- L'EIP doit intensifier ces initiatives visant à harmoniser le travail des OSC pour une meilleure efficacité dans la production des rapports ;
- Nous espérons que les recommandations formulées seront suivies et nous attendons à la CNDHL le rapport de cet atelier.

Fait à Yaoundé le 21-12-2012.

Catherine MOTO ZEH
SG EIP Cameroun
Point Focal Equitas au Cameroun

Annexe 2

Participants

M .AMANYE BOTIBA Philippe
Commission Nationale des Droits de l'Homme et des libertés
filbot@hotmail.fr; tel : 94 74 20 54

M. MENGUE Martin
Ministère de la promotion de la famille et de la femme
Tel : 22 68 93 12

M. NLANGA Adrien Démosthène
Cercle National des Enseignants Handicapés
adrinlanga@yahoo.fr; Tel : 77 29 79 66

Mme ADA Manuela
Association camerounaise des femmes juristes(ACAFEJ)
Ada_manu@yahoo.fr / Tel : 75 83 43 06

Mme Beatrice NOGUEM TCHADJOKO
FAWECAM
tchadbea@yahoo.fr/ Tel 99 98 39 57

M. HYOMENI Paul Guy
Réseau camerounais des organisations des droits de l'homme
(RECODH)
Recodh@recodh.org / tel : 96 43 34 96

M. ATEMENGUE Edmond
Commission Diocésaine Justice Et Paix
Tel 77 98 65 85

Mme Elisabeth GELAS Ngo Njock
CRADIF- Femmes entrepreneurs rurales épanouies
Cradif2002@yahoo.fr/ tel : 77 67 60 79/ 22 00 53 58/ 75 78 70 38

Mme MAKANG JEAN PIERRE
Ministère de la promotion de la famille et de la femme (MINPROFF)
Makjpag1@yahoo.fr

M. BASINI Wadepou
Commission Nationale des Droits de l'Homme et des Libertés
Tel 73 03 00 68

Mme AMANA Celine
Centrale Syndicale du Secteur Public
amananath@yahoo.fr/ tel : 99 77 74 20

M. ASSAM Plascide
EduqAgir / Ecole Instrument de Paix Cameroun
plascidassam@yahoo.fr/ Tel : 78 64 69 32

M. ZENGUE MEDJO
Commission nationale des droits de l'homme et des libertés
gabrielzengue@yahoo.fr/

Mme CATHERINE MOTO ZEH
École instrument de paix – Cameroun (EIP – Cameroun)
catherinemoto@yahoo.fr/ 77 60 23 34 / 22 04 06 42

Mme ESSOMBA Eulalie Patricia
JCAP2O
Eulalipatri@yahoo.fr/ tel : 22 72 74 01/ 77 80 97 65

Mme DENISE NGATCHOU
HORIZON FEMMES
Denise_cameroon@yahoo.fr/ horizons_femmes@yahoo.fr/ tel : 99 82 32 89/ 22 31 43 02

Marguerite NGO NYOBE PAGNI,
Centrale syndicale du secteur publique
nyobepag@yahoo.fr/ 99 99 61 13/ 77 52 63 32

TSEMO Valérie Gislaine
Femmes Sante et Développement (FESADE)
Fesade2003@yahoo.fr/ Tel 99 63 81 73/ 22 23 42 32

MOUNLOM Damaris
Femmes Sante et Développement (FESADE)
Fesade2003@yahoo.fr/ damounlom@yahoo.fr/ / Tel 77 77 10 81/ 22 23 42 32

Mme Marcia MVONDO
EIP – Cameroun / marcydori@yahoo.fr/ Tel : 96 79 26 04

M. Gabriel SIAKEU
EIP – Cameroun
gsiakeu@yahoo.fr/ cipcam@hotmail.com / tel 77 87 13 45

Mme ANNICK SOLLE
Association pour l'encadrement et le développement sanitaire (ADES)
anitacordy@yahoo.fr/ adescm@yahoo.fr/ 99 92 98 03/ 77 45 46 16

M. Laurent GABI WAMBO
RECAAD/RECODH
Réseau Camerounais des organisations des droits de l'Homme
gabilaurent@yahoo.fr/ [recohd@recohd.org/](mailto:recohd@recohd.org) Tel 75 67 23 38

Mme Gisèle WAFIN WAKAM
Cameroon Women's Managers Network (CWMN)
Gwakam01@yahoo.fr/ 77 67 10 06

M. BOUMTJE Thomas
ASAD/Bertoua
asadbertoua@yahoo.fr/ Tel: 99 73 55 35

M. Georges ABANDA
CASPCAN
caspcan@yahoo.fr/ Tel: 99 54 88 65

Mme NGAH Sabine Natacha
Coalition Camerounaise des Droits de l'enfant(COCADE)
sabinengah@yahoo.fr/ 75 78 70 38

M. ZEH Armand
EIP Cameroun
Zeh.armand@yahoo.fr/ Tel: 99 26 37 80